

**Art. 4.** Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. Artikel 3 is van toepassing op de procedures die vanaf 29 juni 2020 worden georganiseerd, wanneer de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen ervoor heeft gekozen deze procedure overeenkomstig artikel 1<sup>er</sup> toe te passen, en op voorwaarde dat de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 juni 2021 afloopt.

**Art. 5.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. De in artikel 3 bedoelde inspraakprocedure, die vanaf 29 juni 2020 wordt georganiseerd en waarvoor de termijn van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 30 juni 2021 afloopt, geldt als informatievergadering voor de toepassing van de artikelen D.II.47, § 1, tweede lid, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, vijfde lid, 5<sup>o</sup>, en geldt als fase van raadpleging van het publiek voor de toepassing van artikel D.VIII.2, § 2<sup>o</sup>, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling.”.

**Art. 6.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 7. Voor zover de situatie van de gezondheidscrisis COVID-19 dit rechtvaardigt, wordt de Regering ertoe gemachtigd om de mogelijkheid tot toepassing van de in dit besluit bedoelde inspraakprocedure te beperken door een datum vast te stellen die aan 30 juni 2021 moet voorafgaan.”

**Art. 7.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, worden de woorden “31 december 2020” vervangen door de woorden “30 juni 2021”.

**Art. 8.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 november 2020” vervangen door de woorden “31 mei 2021”.

**Art. 9.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “31 december 2020” vervangen door de woorden “30 juni 2021”.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Namen, 10 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16395]

**11 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n° 66 relatif à l’octroi d’une indemnité en faveur des associations sans but lucratif (ASBL) qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 26 novembre 2020 ;

Vu l’urgence motivée comme suit ;

Considérant l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par celui du 1<sup>er</sup> novembre 2020 ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d’activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction en ce qui concerne les voyages ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d’activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne les événements de masse ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d’activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne la limitation du nombre maximal de personnes autorisées à participer à certains rassemblements ;

Considérant l’obligation pour les établissements relevant du secteur HoReCa et les autres établissements de restauration et débits de boissons de fermer depuis le 19 octobre 2020 ;

Considérant l’obligation pour les ASBL considérées comme non-essentiels de fermer depuis le 2 novembre 2020 ;

Considérant qu’il y a urgence d’adopter le présent projet vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour de nombreuses ASBL qui subissent de graves dommages économiques ;

Considérant qu’il est nécessaire de fournir une aide d’urgence aux ASBL concernées afin de limiter les dommages économiques ;

Considérant que les ASBL concernées par le présent arrêté ont vu leur chiffre d’affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant que la présente aide a notamment pour objet d’éviter une vague de faillites parmi les ASBL confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l’économie, ce qui devrait être évité à tout prix ;

Considérant que ces problèmes et effets se feront sentir à très court terme et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide ;

Considérant qu'il convient dès lors de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir dans ces domaines et que l'urgence est donc justifiée ;

Vu l'avis 68.395/2 du Conseil d'État, donné le 7 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le rapport du 25 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Considérant l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et temporaires ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ;

2<sup>o</sup> l'association sans but lucratif : l'association sans but lucratif visée au Livre 9 du Code des sociétés et des associations :

a) qui est assujettie à la T.V.A. ;

b) qui occupe dans les liens d'un contrat de travail au moins une personne ;

c) qui occupe dans les liens d'un contrat de travail moins de 250 personnes en équivalent temps plein ;

d) qui exerce une activité économique, à savoir une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné ;

e) dont l'objet social a un caractère économique ;

f) dont le financement d'origine publique ne dépasse pas 50% en dehors des aides à l'emploi, sur base des comptes 2019 approuvés ;

3<sup>o</sup> le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

4<sup>o</sup> l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

5<sup>o</sup> la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

6<sup>o</sup> l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'association sans but lucratif correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

7<sup>o</sup> l'activité saisonnière : l'activité d'une association sans but lucratif qui est soumise à des variations de chiffre d'affaires liés à la période de l'année au cours de laquelle elle s'exerce.

**Art. 2.** L'indemnité est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

**Art. 3.** Pour bénéficier de l'indemnité l'association sans but lucratif doit être en règle vis-à-vis des dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité à l'association sans but lucratif :

1<sup>o</sup> qui possède une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16<sup>o</sup>, du Livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020 ;

2<sup>o</sup> qui démontre, sur base de sa déclaration T.V.A., que son chiffre d'affaires relatif aux activités commerciales du troisième trimestre 2020, est inférieur ou égal à 40 % du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2019 ;

3<sup>o</sup> et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

a) 47.8 du Code NACE-BEL ;

b) 49.310 du Code NACE-BEL ;

c) 49.320 du Code NACE-BEL ;

d) 49.390 du Code NACE-BEL ;

e) 56.210 du Code NACE-BEL ;

f) 56.302 du Code NACE-BEL ;

g) 59.140 du Code NACE-BEL.

- h) 74.109 du Code NACE-BEL ;
- i) 74.201 du Code NACE-BEL ;
- j) 74.209 du Code NACE-BEL ;
- k) 77.293 à 77.294 du Code NACE-BEL ;
- l) 77.296 du Code NACE-BEL ;
- m) 77.392 du Code NACE-BEL ;
- n) 79.110 à 79.120 du Code NACE-BEL ;
- o) 79.901 du Code NACE-BEL ;
- p) 79.909 du Code NACE-BEL ;
- q) 82.300 du Code NACE-BEL ;
- r) 90.011 à 90.012 du Code NACE-BEL ;
- s) 90.021 à 90.023 du Code NACE-BEL ;
- t) 90.029 du Code NACE-BEL ;
- u) 90.031 à 90.032 du Code NACE-BEL ;
- v) 90.041 à 90.042 du Code NACE-BEL ;
- w) 93.211 du Code NACE-BEL ;
- x) 93.299 du Code NACE-BEL.

L'indemnité visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, correspond à 30 % du chiffre d'affaires relatif aux activités commerciales réalisées lors du troisième trimestre 2019 ou du quatrième trimestre 2019 dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Si l'association sans but lucratif ne répond pas à la condition visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et que son activité commerciale est réalisée habituellement au quatrième trimestre en raison d'une activité saisonnière, le chiffre d'affaires est calculé sur base de sa déclaration T.V.A. du quatrième trimestre 2020 par rapport au chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2019.

Le trimestre visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, comprend les mois de juillet, août et septembre de l'année concernée.

Le trimestre visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, comprend les mois d'octobre, novembre et décembre de l'année concernée.

§ 2. L'indemnité visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est de minimum 3.000 euros et est limitée comme suit :

- 1° 5.000 euros si l'effectif d'emploi est inférieur à 1 ;
- 2° 10.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 1 et inférieur à 10 ;
- 3° 20.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50 ;
- 4° 40.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, lorsqu'une association sans but lucratif a été créée entre le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et le 30 juin 2020, celle-ci reçoit une indemnité forfaitaire de 3.000 euros. Cette indemnité est cependant remplacée par l'indemnité visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, dans le cas où cette dernière est supérieure au montant minimum forfaitaire de 3.000 euros.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, pour autant que ceux-ci soient toujours interdits ou limités en vertu d'une mesure fédérale ou régionale afin de respecter la distanciation sociale, car impliquant des contacts trop rapprochés entre les individus ou rassemblant un grand nombre de personnes.

**Art. 5.** Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité à l'association sans but lucratif qui possède une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 19 octobre 2020, qui démontre avoir dû fermer à la suite d'une décision fédérale ou régionale et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

- 1° 56.101 du Code NACE-BEL ;
- 2° 56.102 du Code NACE-BEL ;
- 3° 56.301 du Code NACE-BEL ;
- 4° 56.309 du Code NACE-BEL ;
- 5° 93.110 du Code NACE-BEL ;
- 6° 93.121 à 93.129 du Code NACE-BEL ;
- 7° 93.130 du Code NACE-BEL ;
- 8° 93.191 à 93.199 du Code NACE-BEL ;
- 9° 93.212 du Code NACE-BEL.

L'indemnité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est de :

- 1° 3.000 euros si l'effectif d'emploi est inférieur à 1 ;
- 2° 5.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 1 et inférieur à 5 ;
- 3° 7.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10 ;
- 4° 9.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

**Art. 6.** Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité à l'association sans but lucratif qui possède une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 2 novembre 2020, qui démontre avoir dû fermer à la suite d'une décision fédérale ou régionale et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

1° 45.113 du Code NACE-BEL ;

2° 45.193 à 194 du Code NACE-BEL ;

3° 45.206 du Code NACE-BEL ;

4° 45.320 du Code NACE-BEL ;

5° 45.402 du Code NACE-BEL ;

6° 47 du Code NACE-BEL à l'exception des 47.111 à 47.115, 47.20, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 à 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 à 47.760, 47.781, 47.784, 47.810 et 47.910 du Code NACE-BEL ;

7° 55.202 du Code NACE-BEL ;

8° 55.300 du Code NACE-BEL ;

9° 56.210 du Code NACE-BEL ;

10° 56.302 du Code NACE-BEL ;

11° 59.140 du Code NACE-BEL ;

12° 68.311 du Code NACE-BEL ;

13° 74.201 du Code NACE-BEL ;

14° 79.110 du Code NACE-BEL ;

15° 79.120 du Code NACE-BEL ;

16° 79.901 du Code NACE-BEL ;

17° 79.909 du Code NACE-BEL ;

18° 82.300 du Code NACE-BEL ;

19° 85.510 du Code NACE-BEL ;

20° 85.520 du Code NACE-BEL ;

21° 85.531 du Code NACE-BEL ;

22° 85.532 du Code NACE-BEL ;

23° 90.021 du Code NACE-BEL ;

24° 90.041 du Code NACE-BEL ;

25° 90.042 du Code NACE-BEL ;

26° 91.030 du Code NACE-BEL ;

27° 91.041 du Code NACE-BEL ;

28° 92 du Code NACE-BEL ;

29° 93.211 du Code NACE-BEL ;

30° 93.291 du Code NACE-BEL ;

31° 93.292 du Code NACE-BEL ;

32° 93.299 du Code NACE-BEL ;

33° 96.020 du Code NACE-BEL ;

34° 96.040 du Code NACE-BEL ;

35° 96.092 à 96.094 du Code NACE-BEL ;

36° 96.099 du Code NACE-BEL.

L'indemnité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de :

1° 2.250 euros si l'effectif d'emploi est inférieur à 1 ;

2° 3.750 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 1 et inférieur à 5 ;

2° 5.250 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10 ;

3° 6.750 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

**Art. 7.** L'indemnité visée à l'article 4, 5 et 6 est attribuée une seule fois par association sans but lucratif inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

Est exclue de l'indemnité visée à l'article 4, 5 et 6, l'association sans but lucratif qui a bénéficié d'une aide octroyée par une autre entité fédérée, dans le cadre de la crise liée au coronavirus COVID-19 d'un montant supérieur aux seuils minimum prévus dans le présent arrêté.

**Art. 8.** Dans les délais déterminés par le Ministre, l'association sans but lucratif introduit auprès de l'Administration sa demande d'indemnité via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'association sans but lucratif doit, notamment, fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'association sans but lucratif sollicite l'indemnité ;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;
- 4° le numéro de compte de l'association sans but lucratif.

L'association sans but lucratif déclare notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux, relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, ou à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, selon le cas et être en règle vis-à-vis des dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Le montant de l'indemnité est calculé par l'Administration, conformément aux articles 4, 5 et 6, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'association sans but lucratif dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

**Art. 9.** La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des interventions financières relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

**Art. 10.** L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'intervention financière.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'intervention financière et informe l'association sans but lucratif qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention financière est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'association sans but lucratif est informée électroniquement que l'intervention financière est accordée.

Si l'association sans but lucratif est dans la situation visée à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, l'Administration suspend sa décision dans l'attente de connaître les données relatives au chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2020 qui sont communiquées conformément à l'article 8, alinéa 5.

**Art. 11.** Les indemnités visées par le présent arrêté ne sont pas octroyées ou sont remboursées :

1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'association sans but lucratif ;

2° en cas de fourniture, sciemment, par l'association sans but lucratif de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des indemnités, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/16395]

**11. DEZEMBER 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 66 bezüglich der Gewährung einer Entschädigung zugunsten der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht (VoG), die im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19, Artikel 1 § 1;

Aufgrund des am 26. November 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der wie folgt begründeten Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. November 2020;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der Reisebeschränkungen leiden;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der vom Konzertierungsausschuss beschlossenen Beschränkungen in Bezug auf Massenveranstaltungen leiden;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der Beschränkungen leiden, die der Konzertierungsausschuss in Bezug auf die Begrenzung der Höchstanzahl von Personen, die an bestimmten Versammlungen teilnehmen dürfen, beschlossen hat;

In Erwägung der Schließungspflicht, die seit dem 19. Oktober 2020 den Horeca-Betrieben und sonstigen Gaststättenbetrieben und Schankstätten auferlegt wird;

In Erwägung der den als nicht wesentlich betrachteten VoG seit dem 2. November 2020 auferlegten Schließungspflicht;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Erlass zu verabschieden, dies wegen der nach wie vor bestehenden außergewöhnlichen Krisensituation, d.h. wegen der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise für viele VoG, die schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, den betroffenen VoG Soforthilfe zu leisten, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Umsätze der durch den vorliegenden Erlass betroffenen VoG zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, eine Konkurswelle der VoG zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen sehr kurzfristig zu spüren sein werden und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass die Beihilfe daher so schnell wie möglich ausgezahlt werden sollte;

In der Erwägung, dass es somit unerlässlich ist, in diesen Bereichen Maßnahmen zu treffen, und dass die Dringlichkeit demnach begründet ist;

Aufgrund des am 7. Dezember 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 68.395/2 des Staatsrats;

In Erwägung des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 25. November 2020;

In Erwägung der am 25. November 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

In Erwägung des Artikels 191 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, in dem das Vorsorgeprinzip bei der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise und der aktiven Vorbereitung auf die Möglichkeit solcher Krisen verankert ist; in der Erwägung, dass dieses Prinzip voraussetzt, dass es, wenn eine ernste Gefahr mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreten wird, den Behörden obliegt, dringende und zeitweilige Maßnahmen zu ergreifen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

2° Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht: die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne von Buch 9 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen,

a) die der MwSt. unterliegt;

b) die im Rahmen eines Arbeitsvertrags mindestens eine Person beschäftigt;

c) die im Rahmen eines Arbeitsvertrags weniger als 250 Personen als Vollzeitäquivalenten beschäftigt;

d) die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, d.h. eine Tätigkeit, die darin besteht, auf einem bestimmten Markt Güter oder Dienstleistungen anzubieten;

e) deren Gesellschaftszweck einen wirtschaftlichen Charakter aufweist;

f) deren Finanzierung aus öffentlichen Quellen, abgesehen von Beschäftigungsbeihilfen, nicht mehr als 50 % beträgt auf der Grundlage der genehmigten Konten für 2019;

3° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

4° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

5° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

6° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten der VoG beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

7° saisonbedingte Tätigkeit: die Tätigkeit einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Schwankungen des Umsatzes unterliegt, die mit dem Zeitraum des Jahres, in dem sie ausgeübt wird, zusammenhängen.

**Art. 2** - Die Entschädigung wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

**Art. 3** - Um die Entschädigung zu beziehen, muss die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung ihrer Tätigkeit regeln, sowie den Steuer-, Sozial- und Umweltgesetzen und -verordnungen genügen.

**Art. 4** - § 1. Nach von ihm festgelegten Modalitäten gewährt der Minister eine Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht,

1° die vor dem 1. Juli 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt;

2° die auf der Grundlage ihrer MwSt.-Erklärung nachweist, dass ihr Umsatz in Bezug auf die kommerziellen Tätigkeiten des dritten Quartals 2020 weniger als oder gleich 40 % des Umsatzes im dritten Quartal 2019 ist;

3° deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- a) 47.8 des NACE-BEL-Codes;
- b) 49.310 des NACE-BEL-Codes;
- c) 49.320 des NACE-BEL-Codes;
- d) 49.390 des NACE-BEL-Codes;
- e) 56.210 des NACE-BEL-Codes;
- f) 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- g) 59.140 des NACE-BEL-Codes.
- h) 74.109 des NACE-BEL-Codes;
- i) 74.201 des NACE-BEL-Codes;
- j) 74.209 des NACE-BEL-Codes;
- k) 77.293 bis 77.294 des NACE-BEL-Codes;
- l) 77.296 des NACE-BEL-Codes;
- m) 77.392 des NACE-BEL-Codes;
- n) 79.110 bis 79.120 des NACE-BEL-Codes;
- o) 79.901 des NACE-BEL-Codes;
- p) 79.909 des NACE-BEL-Codes;
- q) 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- r) 90.011 bis 90.012 des NACE-BEL-Codes;
- s) 90.021 bis 90.023 des NACE-BEL-Codes;
- t) 90.029 des NACE-BEL-Codes;
- u) 90.031 bis 90.032 des NACE-BEL-Codes;
- v) 90.041 bis 90.042 des NACE-BEL-Codes;
- w) 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- x) 93.299 des NACE-BEL-Codes.

Die in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Entschädigung entspricht 30% des Umsatzes in Bezug auf kommerzielle Tätigkeiten, die im Laufe des dritten Quartals 2019, oder des vierten Quartals 2019 im in Paragraph 1 Absatz 3 genannten Fall, geleistet wurden.

Wenn die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Bedingung nicht genügt, und ihre kommerzielle Tätigkeit wegen einer saisonbedingten Tätigkeit üblicherweise im vierten Quartal geleistet wird, wird der Umsatz auf der Grundlage ihrer MwSt.-Erklärung des vierten Quartals 2020 im Verhältnis zum Umsatz des vierten Quartals 2019 berechnet.

Das Quartal im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 umfasst die Monate Juli, August und September des betreffenden Jahres.

Das Quartal im Sinne von Paragraph 1 Absatz 3 umfasst die Monate Oktober, November und Dezember des betreffenden Jahres.

§ 2. Die Entschädigung im Sinne von § 1 Absatz 2 beläuft sich auf mindestens 3000 Euro, und ist auf die folgenden Beträge begrenzt:

- 1° 5.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;
- 2° 10.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 10 ist;
- 3° 20.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
- 4° 40.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht zwischen dem 1. Juli 2019 und dem 30. Juni 2020 gegründet worden ist, erhält sie in Abweichung von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 eine finanzielle Pauschalentschädigung in Höhe von 3.000 Euro. Diese Entschädigung wird jedoch durch die finanzielle Beihilfe nach § 1 Absatz 2 ersetzt, wenn Letztere den minimalen Pauschalbetrag von 3.000 Euro übertrifft.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere immer noch Gegenstand eines Verbots oder einer Beschränkung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Einhaltung der sozialen Distanzierung sind, weil sie zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen oder die Zusammenführung einer großen Zahl von Menschen mit sich bringen.

**Art. 5** - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die vor dem 19. Oktober 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt, die nachweist, dass sie anlässlich eines föderalen oder regionalen Beschlusses hat schließen müssen, und deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 56.101 des NACE-BEL-Codes;
- 2° 56.102 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 56.301 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 56.309 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 93.110 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 93.121 bis 93.129 des NACE-BEL-Codes;
- 7° 93.130 des NACE-BEL-Codes;
- 8° 93.191 bis 93.199 des NACE-BEL-Codes;
- 9° 93.212 des NACE-BEL-Codes.

Die Entschädigung im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 3.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;
- 2° 5.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 5 ist;
- 3° 7.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 9.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind.

**Art. 6** - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die vor dem 2. November 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt, die nachweist, dass sie anlässlich eines föderalen oder regionalen Beschlusses hat schließen müssen, und deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 45.113 des NACE-BEL-Codes;
- 2° 45.193 bis 194 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 45.206 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 45.320 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 45.402 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 47 des NACE-BEL-Codes, mit Ausnahme der Nummern 47.111 à 47.115, 47.20, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 bis 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 bis 47.760, 47.781, 47.784, 47.810 und 47.910 des NACE-BEL-Codes;
- 7° 55.202 des NACE-BEL-Codes;
- 8° 55.300 des NACE-BEL-Codes;
- 9° 56.210 des NACE-BEL-Codes;
- 10° 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- 11° 59.140 des NACE-BEL-Codes;
- 12° 68.311 des NACE-BEL-Codes;
- 13° 74.201 des NACE-BEL-Codes;
- 14° 79.110 des NACE-BEL-Codes;
- 15° 79.120 des NACE-BEL-Codes;
- 16° 79.901 des NACE-BEL-Codes;
- 17° 79.909 des NACE-BEL-Codes;
- 18° 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- 19° 85.510 des NACE-BEL-Codes;
- 20° 85.520 des NACE-BEL-Codes;
- 21° 85.531 des NACE-BEL-Codes;
- 22° 85.532 des NACE-BEL-Codes;
- 23° 90.021 des NACE-BEL-Codes;
- 24° 90.041 des NACE-BEL-Codes;
- 25° 90.042 des NACE-BEL-Codes;
- 26° 91.030 des NACE-BEL-Codes;
- 27° 91.041 des NACE-BEL-Codes;
- 28° 92 des NACE-BEL-Codes;
- 29° 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- 30° 93.291 des NACE-BEL-Codes;
- 31° 93.292 des NACE-BEL-Codes;



- 32° 93.299 des NACE-BEL-Codes;
- 33° 96.020 des NACE-BEL-Codes;
- 34° 96.040 des NACE-BEL-Codes;
- 35° 96.092 bis 96.094 des NACE-BEL-Codes;
- 36° 96.099 des NACE-BEL-Codes.

Die Entschädigung im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 2.250 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;
- 2° 3.750 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 5 ist;
- 2° 5.250 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 100 ist;
- 3° 6.750 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 100 ist.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind.

**Art. 7** - Die Entschädigung im Sinne von Artikel 4, 5 und 6 kann in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jede Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gewährt werden, die in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die eine von einer anderen föderierten Gebietskörperschaft im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise gewährte Beihilfe erhalten haben, die sich auf einen Betrag beläuft, der die in vorliegendem Erlass vorgesehenen Höchstbeträge übertrifft, haben keinen Anspruch auf die Entschädigung im Sinne von Artikel 4, 5 und 6.

**Art. 8** - Innerhalb der vom Minister festgelegten Fristen reicht die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ihren Entschädigungsantrag mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht insbesondere folgende Angaben machen:

- 1° ihre Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht die Entschädigung beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht insbesondere, dass sie die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, dass sie einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der je nach Fall in Artikel 4 § 1 Absatz 1 Ziffer 3, oder Artikel 5 Absatz 1, oder Artikel 6 Absatz 1 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist, und dass sie den gesetzlichen Bestimmungen, die ihre Tätigkeit regeln, sowie den Steuer-, Sozial- und Umweltgesetzen und -verordnungen genügt.

Die Höhe der Entschädigung wird gemäß Artikel 4, 5 und 6 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder von der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, wenn diese einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

**Art. 9** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von finanziellen Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 10** - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf eine finanzielle Beihilfe.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Verwaltung den Antrag auf finanzielle Beihilfe aus und informiert die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die ihren Antrag auf finanzielle Beihilfe vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf finanzielle Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht elektronisch darüber informiert, dass die finanzielle Beihilfe gewährt wird.

Wenn sich die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht in der in Artikel 4 Paragraf 1 Absatz 3 genannten Situation befindet, setzt die Verwaltung ihre Entscheidung aus, bis die Daten zum Umsatz im vierten Quartal 2020 vorliegen; diese werden gemäß Artikel 8 Absatz 5 mitgeteilt.

**Art. 11** - Die Entschädigungen im Sinne des vorliegenden Erlasses werden nicht gewährt, oder werden zurück erstattet:

- 1° bei Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;
- 2° im Falle einer absichtlichen Übermittlung durch die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Entschädigungen auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 13** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16395]

**11 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 66 betreffende de toekenning van een vergoeding aan verenigingen zonder winstoogmerk (VZW's) die een economische activiteit uitoefenen in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19, artikel 1, § 1;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 november 2020;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd als volgt:

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de reisbeperking;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van het Overlegcomité voor wat betreft de massa-evenementen;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van het Overlegcomité voor wat betreft de beperking van het maximumaantal personen dat deel mag nemen aan bepaalde samenkomsten;

Gelet op de sluitingsverplichting sinds 19 oktober 2020 voor de inrichtingen in de horeca-sector en de andere eet- en drankgelegenheden;

Gelet op de verplichting voor de VZW's die sinds 2 november 2020 als niet-essentieel worden beschouwd, om hun activiteiten stop te zetten;

Overwegende dat het dringend is om dit ontwerp aan te nemen gezien de uitzonderlijke crisissituatie die nog steeds bestaat, namelijk de gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 voor veel VZW's die ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dringend steunmaatregelen te voorzien voor de getroffen VZW's, ten einde de economische schade te beperken;

Overwegende dat de onder dit besluit vallende VZW's hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om een golf van faillissementen te voorkomen onder de VZW's die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat de steun daarom zo snel mogelijk uitgekeerd moet kunnen worden;

Overwegende dat er dan ook reden is om maatregelen op deze gebieden te treffen en de dringende noodzakelijkheid dus verantwoord is;

Gelet op het advies nr. 68.395/2 van de Raad van State, gegeven op 7 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het verslag van 25 november 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2020;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crisis; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en tijdelijke maatregelen aan te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Minister: de Minister van Economie;

2° de vereniging zonder winstoogmerk : de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in Boek 9 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen :

a) die aan de btw onderworpen is;

- b) die ten minste één persoon met een arbeidsovereenkomst tewerkstelt;
- c) die minder dan 250 voltijdequivalenten in dienst heeft met een arbeidsovereenkomst;
- d) die een economische activiteit uitoefent, namelijk het aanbieden van goederen of diensten op een bepaalde markt;
- e) die een economisch karakter als maatschappelijk doel hebben;
- f) waarvan de financiering uit publieke bronnen niet meer dan 50% bedraagt, met uitzondering van werkgelegenheidssteun, op basis van de goedgekeurde rekeningen voor 2019;

3° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

4° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

5° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

6° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de vereniging zonder winstoogmerk die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

7° seizoensgebonden activiteit : de activiteit van een vereniging zonder winstoogmerk die onderhevig is aan omzetschommelingen die verband houden met de periode van het jaar waarin ze wordt uitgeoefend.

**Art. 2.** De vergoeding wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

**Art. 3.** Om voor de vergoeding in aanmerking te komen, moet de vereniging zonder winstoogmerk zich houden aan de wettelijke bepalingen die gelden voor de uitoefening van haar activiteiten en aan de fiscale, sociale en milieuwet- en regelgeving.

**Art. 4.** § 1. De minister kent, onder door hem vast te stellen voorwaarden, een vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk:

1° die vóór 1 juli 2020 in het Waalse Gewest eigenaar is van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

2° die op basis van haar btw-aangifte aantoont dat haar omzet met betrekking tot commerciële activiteiten in het derde kwartaal van 2020 lager is dan of gelijk is aan 40% van haar omzet in het derde kwartaal van 2019;

3° een waarvan de activiteit ressorteert onder de NACE BEL codes vermeld onder één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in hiernavolgende subklassen:

- a) 47.8 van de NACE-BEL-code;
- b) 49.310 van de NACE-BEL-code;
- c) 49.320 van de NACE-BEL-code;
- d) 49.390 van de NACE-BEL-code;
- e) 56.210 van de NACE-BEL-code;
- f) 56.302 van de NACE-BEL-code;
- g) 59.140 van de NACE-BEL-code.
- h) 74.109 van de NACE-BEL-code;
- i) 74.201 van de NACE-BEL-code;
- j) 74.209 van de NACE-BEL-code;
- k) 77.293 tot en met 77.294 van de NACE-BEL-code;
- l) 77.296 van de NACE-BEL-code;
- m) 77.392 van de NACE-BEL-code;
- n) 79.110 tot en met 79.120 van de NACE-BEL-code;
- o) 79.901 van de NACE-BEL-code;
- p) 79.909 van de NACE-BEL-code;
- q) 82.300 van de NACE-BEL-code;
- r) 90.011 tot en met 90.012 van de NACE-BEL-code;
- s) 90.021 tot en met 90.023 van de NACE-BEL-code;
- t) 90.029 van de NACE-BEL-code;
- u) 90.031 tot en met 90.032 van de NACE-BEL-code;
- v) 90.041 tot en met 90.042 van de NACE-BEL-code;
- w) 93.211 van de NACE-BEL-code;
- x) 93.299 van de NACE-BEL-code.

De in paragraaf 1, eerste alinea, bedoelde vergoeding komt overeen met 30 % van de omzet die betrekking heeft op commerciële activiteiten in het derde kwartaal van 2019 of, in het in paragraaf 1, derde alinea, bedoelde geval, in het vierde kwartaal van 2019.

Indien de vzw niet voldoet aan de voorwaarde vermeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, en haar handelsactiviteit gewoonlijk in het vierde kwartaal wordt uitgeoefend wegens een seizoensactiviteit, wordt de omzet berekend op basis van haar btw-aangifte voor het vierde kwartaal van 2020 ten opzichte van de omzet voor het vierde kwartaal van 2019.

Het derde kwartaal bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, omvat de maanden juli, augustus en september van het betrokken jaar.

Het in paragraaf 1, derde alinea, bedoelde kwartaal omvat de maanden oktober, november en december van het betrokken jaar.

§ 2. De in § 1, tweede lid, bedoelde vergoeding bedraagt ten minste 3.000 euro en is als volgt beperkt:

- 1° 5.000 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;
- 2° 10.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 1 en lager dan 10;
- 3° 20.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- 4° 40.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

In afwijking van § 1, eerste lid 1, 2°, ontvangt een vereniging zonder winstoogmerk die tussen 1 juli 2019 en 30 juni 2020 is opgericht, een forfaitaire vergoeding van 3.000 euro. Deze vergoeding wordt echter vervangen door de vergoeding bedoeld in § 1, tweede lid, indien deze laatste hoger is dan het forfaitaire minimumbedrag van 3.000 euro.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder § 1, eerste lid, 3°, toevoegen in zoverre zij een verbod of beperking kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel ter naleving van de social distancing daar zij nauwe individuele contacten inhouden of een te groot aantal personen samenbrengen.

**Art. 5.** De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk die in het Waals Gewest voor 19 oktober 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

- 1° 56.101 van de NACE-BEL-code;
- 2° 56.102 van de NACE-BEL-code;
- 3° 56.301 van de NACE-BEL-code;
- 4° 56.309 van de NACE-BEL-code;
- 5° 93.110 van de NACE-BEL-code;
- 6° 93.121 tot en met 93.129 van de NACE-BEL-code;
- 7° 93.130 van de NACE-BEL-code;
- 8° 93.191 tot en met 93.199 van de NACE-BEL-code;
- 9° 93.212 van de NACE-BEL-code.

De vergoeding bedoeld in het eerste lid, bedraagt:

- 1° 3.000 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;
- 2° 5.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 1 en lager dan 5;
- 3° 7.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;
- 4° 9.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19-epidemie.

**Art. 6.** De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk die in het Waals Gewest voor 2 november 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

- 1° 45.113 van de NACE-BEL-code;
- 2° 45.193 tot en met 194 van de NACE-BEL-code;
- 3° 45.206 van de NACE-BEL-code;
- 4° 45.320 van de NACE-BEL-code;
- 5° 45.402 van de NACE-BEL-code;
- 6° 47 van de NACE-BEL-code met uitzondering van 47.111 à 47.115, 47.20, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 à 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 à 47.760, 47.781, 47.784, 47.810 en 47.910 van de NACE-BEL-code;
- 7° 55.202 van de NACE-BEL-code;
- 8° 55.300 van de NACE-BEL-code;
- 9° 56.210 van de NACE-BEL-code;
- 10° 56.302 van de NACE-BEL-code;
- 11° 59.140 van de NACE-BEL-code;
- 12° 68.311 van de NACE-BEL-code;
- 13° 74.201 van de NACE-BEL-code;
- 14° 79.110 van de NACE-BEL-code;
- 15° 79.120 van de NACE-BEL-code;
- 16° 79.901 van de NACE-BEL-code;
- 17° 79.909 van de NACE-BEL-code;

- 18° 82.300 van de NACE-BEL-code;
- 19° 85.510 van de NACE-BEL-code;
- 20° 85.520 van de NACE-BEL-code;
- 21° 85.531 van de NACE-BEL-code;
- 22° 85.532 van de NACE-BEL-code;
- 23° 90.021 van de NACE-BEL-code;
- 24° 90.041 van de NACE-BEL-code;
- 25° 90.042 van de NACE-BEL-code;
- 26° 91.030 van de NACE-BEL-code;
- 27° 91.041 van de NACE-BEL-code;
- 28° 92 van de NACE-BEL-code;
- 29° 93.211 van de NACE-BEL-code;
- 30° 93.291 van de NACE-BEL-code;
- 31° 93.292 van de NACE-BEL-code;
- 32° 93.299 van de NACE-BEL-code;
- 33° 96.020 van de NACE-BEL-code;
- 34° 96.040 van de NACE-BEL-code;
- 35° 96.092 tot en met 96.094 van de NACE-BEL-code;
- 36° 96.099 van de NACE-BEL-code.

De vergoeding bedoeld in het eerste lid, bedraagt:

- 1° 2.250 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;
- 2° 3.750 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 1 en lager dan 5;
- 2° 5.250 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;
- 3° 6.750 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19- epidemie.

**Art. 7.** De in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde vergoeding kan slechts eenmaal per vereniging zonder winstoogmerk ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

Van de in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde compensatie is uitgesloten de vereniging zonder winstoogmerk die in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19 steun heeft ontvangen van een ander deelgebied voor een bedrag dat de in dit besluit vastgestelde minimumdrempels overschrijdt.

**Art. 8.** Binnen de door de Minister vastgestelde termijnen dient de vereniging zonder winstoogmerk haar vergoedingsaanvraag in bij de Administratie via een formulier op het webplatform.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de vereniging zonder winstoogmerk met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de vereniging zonder winstoogmerk de vergoeding aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de vereniging zonder winstoogmerk.

De vereniging zonder winstoogmerk verklaart met name door middel van de verklaring op erewoord als bedoeld in het tweede lid, 3°, dat zij de maxima zoals gedefinieerd in de Verordening 1407/2013, te weten 200.000, niet overschrijdt gedurende de laatste drie boekjaren, om betrokken te zijn bij een activiteit die is opgenomen in een van de NACE-BEL-codes bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, of in artikel 5, eerste lid, of in artikel 6, eerste lid, al naar gelang het geval, en om in orde te zijn met de wettelijke bepalingen die de uitoefening van de activiteit regelen en met de fiscale, sociale en milieuwetgeving en -reglementering.

Het bedrag van de vergoeding wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 4, 5 en 6 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of door de vereniging zonder winstoogmerk in het geval dat deze onder een bijzonder stelsel van de belasting op de toegevoegde waarde valt.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 9.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de compensatievergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

**Art. 10.** De Administratie gaat na, of de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming ontvankelijk is.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming op en stelt zij de vereniging zonder winstoogmerk daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de vereniging zonder winstoogmerk er elektronisch van in kennis gesteld dat de financiële tegemoetkoming wordt toegekend.

Indien de vereniging zonder winstoogmerk zich in de in artikel 4, lid 1, derde alinea, bedoelde situatie bevindt, schort de Administratie haar beslissing op in afwachting van de ontvangst van de overeenkomstig artikel 8, vijfde alinea, meegedeelde gegevens over de omzet over het vierde kwartaal van 2020.

**Art. 11.** De in dit besluit bedoelde vergoedingen worden niet toegekend of terugbetaald:

1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de vereniging zonder winstoogmerk;

2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de vereniging zonder winstoogmerk van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de vergoedingen, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 13.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/205402]

**3 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'habitation durable, articles 5, modifié par les décrets des 15 mai 2003, 20 juillet 2005, 9 février 2012, 17 juillet 2018 et 2 mai 2019, 7, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017 et modifié par le décret du 2 mai 2019, et 7<sup>ter</sup>, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017 et modifié par le décret du 2 mai 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2019;

Vu le rapport du 8 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 68.178/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 27 août 2020;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie, le mot « logements » est remplacé par le mot « habitations ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « du Logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation durable »;

b) au 4°, les mots « Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Service public de Wallonie ».

**Art. 3.** Dans l'intitulé du chapitre II du même arrêté, les mots « des logements » sont remplacés par les mots « des habitations ».

**Art. 4.** Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « agents de niveau 1, 2+ et 2 » sont remplacés par les mots « agents de niveau A, B et C ».

**Art. 5.** Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « des logements » sont insérés entre les mots « critères de salubrité » et les mots « et de la présence de détecteurs d'incendie ».

**Art. 6.** Dans l'intitulé du chapitre V, les mots « des logements » sont remplacés par les mots « des habitations ».

**Art. 7.** A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « des logements » sont remplacés par les mots « des habitations »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « le logement mis » sont remplacés par les mots « l'habitation mise »;

3° dans le paragraphe 3, les mots « le logement mis » sont à chaque fois remplacés par les mots « l'habitation mise » et les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation ».

**Art. 8.** Dans l'article 7 du même arrêté, les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation ».

**Art. 9.** Dans l'article 13, alinéa 3, du même arrêté, les mots « le ou les logements concernés » sont remplacés par les mots « la ou les habitations concernées ».